

Intitulé de l'épreuve : Anglais - Composition

Nombre de copies : _____

Numerotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

En juin 2023, la France accueillait l'organisation du Sommet de Paris pour un Nouveau Pacte Financier Mondial, auquel plus de 40 chefs d'Etat ont participé. Alors que le monde fait face à des défis structurels sans précédent qui impliquent une mobilisation de fonds considérable pour y répondre, on s'attachera à analyser si ce sommet a été une réussite pour la France. A cet effet, on verra analysés dans un premier temps le diagnostic partagé et les réformes consensuelles décidées lors du Sommet (I) avant de se concentrer sur les défis non-résolus mis en lumière lors de cet événement (II).

I; Un diagnostic consensuel et les réformes décidées d'un commun accord

Les pays présents ^{ainsi} que les institutions financières de développement présentes sont d'accord qu'alors que le revenu moyen par habitant a plus que triplé depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, les inégalités ont explosé avec la présence du capital dans les pays riches quand la population pleure de l'humanité et les défis au développement se trouvent dans les pays en voie de développement. De même,

N°

218

au combat "historique" contre la pauvreté s'est ajouté depuis 20 ans celui à l'adaptation au changement climatique avec l'objectif de limiter le réchauffement de la planète à moins de +2,5°C par rapport aux températures actuelles (selon le schéma global sur la biodiversité de Kunming-Montréal).

À cet accord sur les grandes orientations de principe sur l'orientation future de la finance pour le développement s'est ajoutée une batterie de mesures concrètes décidées lors du sommet. Ainsi, un accord a été conclu à pour fournir plus de 100 milliards de dollars de financement dans le secteur du climat aux pays les plus pauvres. Un attente de la dette gambienne

ainsi qu'une combinaison d'instruments pour développer les capacités du Sénégal dans le domaine de l'énergie renouvelable ont aussi été décidées. Surtout, la mesure phare de ce sommet a été d'augmenter le capital disponible des institutions multilatérales de développement pour leur permettre de faire face aux défis contemporains.

Il y a des défis non résolus qui questionnent sur l'avenir de la coopération dans le milieu du développement.

Sur le court terme, des craintes ont été librement exprimées, notamment par les pays africains, sur l'insuffisance et la mauvaise allocation perçue de l'aide pour le développement. Ainsi, le conflit en Ukraine a mené beaucoup de pays et institutions à redéfinir leur assistance financière à l'Ukraine au détriment de pays plus pauvres avec des besoins de financement plus pressants comme

Les pays d'Afrique Sub-Saharienne. De même la priorité grandissante ~~contra~~ le ch donnée à la lutte contre le changement climatique est perçue par certains pays en développement comme phagocytant la réponse dans leurs besoins de développement "traditionnels" (infrastructures, agriculture).

Sur le plus long terme, les critiques se sont manifestées lors du sommet sur le peu de cas qui est fait de l'Afrique Sub-Saharienne, tant au niveau de sa représentation dans les instances décisionnelles multilatérales de développement, mais aussi de la diminution de la dotations qui leur est accordée au niveau de l'aide concessionnelle au développement comme l'illustre le plongeon des ~~dotations~~ dotations sous peine par l'Association Internationale pour le Développement pour les deux prochaines années, entraînant de vifs reproches quant à l'abandon des priorités de ces structures et les problématiques réelles et plus urgentes du terrain.

Au final, le Sommet de Paris pour un ~~un~~ Nouveau Pacte Financier Mondial est une réunion pour la France qui, selon le président Macron, ne constituerait pas cet événement comme une fin en soi mais comme ayant permis d'établir une feuille de route claire sur la situation actuelle et les défis à relever. Ceux-ci seront discutés plus avant lors ~~des~~ de ~~l'~~ l'Assemblée Annuelle du FMI et du Groupe de la Banque Mondiale à Marrakech en Octobre 2023.

Lined writing area with horizontal ruling lines.

Intitulé de l'épreuve : Anglais - traduction

Nombre de copies : 2 1

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

In Portugal, the impending end of the "golden visas"

A residence permit in exchange of an investment in the country:
the Portuguese government is about to abandon this
controversial mechanism.

The principle of the "golden visa" is simple. A residence permit is granted to those who invest at least one million euros in the Portuguese economy or who buy a house over 500 000 euros. This system exists in Portugal since 2012. At the time, exiting the financial crisis, the coffers are empty, and the government wants to fill them up again. It is a success: 12 000 special visas are granted, of which half to Chinese investors, but also numerous Brazilians and Americans.

The mechanism is attractive to millionaires worldwide. You have a secondary house in Portugal, you are not obliged to settle in Portugal full-time, and this Portuguese residence permit, ^{additionally} enabled you to freely travel within Europe, in the whole Schengen area. In short, this golden visa fills its objectives and the State's coffers: in a decade, almost 7 billion euros were collected.

N°
... / ...

The real estate shot up by +75% in 10 years.

The Portuguese government wants to end this system because the collateral effect of this rush towards Portugal is an explosion of real estate prices: +75% in 10 years. In polls, nine Portuguese out of ten complain about a housing crisis. Impossible to live in big cities and in touristic areas. One needs to always go further away from the center. It is thus to slow down the real estate speculation that the Portuguese government announced this measure, at the end of last week. It must be definitely adopted in one month. And for all those who have already obtained a golden visa, they will be allowed to keep it, but under the condition of definitely settling in Portugal. Or to put their flat on the rental market.

Portugal is not the only country to abandon this system of golden visas. Ireland took an identical decision. There as well, the mechanism was launched in 2012 to stimulate the economy after the crisis. And there again, the government is backtracking. If you had the intention to apply, it is too late: the special counter was closed last week. One of the conditions was still to possess a personal fortune of at least two million euros.

In Ireland, it is not real estate speculation that is being blamed, it is rather fiscal evasion and money laundering. The Irish government acknowledges it: it cannot really control where the capital is coming from. A reason why

Brussels is upset. The European Union is calling all member states to abandon ~~these~~ these "shortcut visas", or "leisure passports". Under pressure Cyprus and Bulgaria renounced as well. For the time being, one country remains, Malta, that is still resisting.

[source: france24info.fr, 20/02/2023]

Lined writing area with horizontal ruling lines.